

Afrique de l'ouest : les Etats-Unis poussent les pays de la CEDEAO à s'ouvrir aux OGM

Quatre chefs d'Etat et environ 400 délégués venus des quinze pays membres de la CEDEAO ont pris part à une conférence internationale sur les avantages de la biotechnologie et des organismes génétiquement modifiés (OGM), organisée du 21 au 23 juin à Ouagadougou, au Burkina Faso, par le gouvernement américain.

« Maîtriser la science et la technologie en vue d'accroître la productivité agricole: perspective ouest-africaine ». C'est là le thème général débattu lors de cette conférence qui s'est donnée pour but de combler le déficit d'informations et de combattre les préjugés sur la biotechnologie, notamment les OGM. Pour persuader les pays d'Afrique de l'ouest qu'ils ont tout à gagner dans la révolution biotechnologique en cours, les Etats-Unis ont adopté pour la conférence une méthode alliant tables rondes, ateliers et expositions portant sur des cultures de plein champ, la résistance des plantes génétiquement modifiées à la sécheresse et aux maladies végétales etc.

Mais en dépit de l'exposition de leurs pays aux sécheresses répétitives, aux maladies végétales, aux pénuries céréalières et à la disette, les quatre chefs d'Etat présents à la conférence sont restés prudents vis-à-vis des OGM et de leurs risques potentiels pour la santé humaine et l'environnement, en l'absence d'une preuve scientifiquement établie de non-nocivité. Il s'agit des Présidents Amadou Toumani Touré du Mali, Mamadou Tandia du Niger, John Kuffuor du Ghana et Blaise Compaoré du Burkina Faso, même si ce dernier, plus que les autres, semble être sensible aux arguments américains. Le Burkina Faso, est en effet l'un des rares pays de la CEDEAO à avoir entrepris avec la firme américaine Monsanto des essais d'OGM dans le domaine du coton.

Le Burkina Faso se lance dans les essais transgéniques et s'allie avec Monsanto

Le Burkina Faso, premier pays sahélien à avoir lancé en juin 2003 des essais de culture de coton transgénique, va continuer à accroître sa production d'« or blanc » en attendant les résultats des tests menés dans certaines régions du pays. Les essais du *Bacillus thuringiensis* ou coton « BT », une variété transgénique présentée comme plus résistante, sont menés en « champ isolé » par la firme américaine Monsanto et l'Institut National pour l'Environnement et la Recherche Agricole (INERA). La firme suisse Syngenta mène aussi des essais sur un autre coton transgénique de type « VIP ».

Le Burkina Faso serait intéressé par les performances du coton transgénique en Egypte et en Afrique du Sud, et multiplie depuis quatre ans les contacts avec les laboratoires internationaux dans l'espoir de se doter de cette technologie de pointe pour développer la culture du coton, qui représente 60% des recettes publiques et fait vivre 4 millions de personnes. Mais selon l'INERA, les résultats des expériences sur le coton transgénique dans les zones de Bobo-Dioulasso (ouest) et de Fada N'Gourma (est) ne seront pas « concluantes avant des années ». Les essais devront notamment prouver « la viabilité » du coton BT dans les conditions

climatiques burkinabé et sa capacité à « s'auto-protéger » contre les chenilles *Helicoverpa*, qui compromettent chaque année environ 50% de la production totale.

En attendant, pour conserver ses recettes et son « label », le gouvernement encourage les 200.000 cotonculteurs du pays à « augmenter graduellement la production et la qualité de leur coton ». Après une récolte de 500.000 tonnes en 2003, la Société des fibres et textiles (Sofitex) mise sur une production de 600.000 tonnes de coton graine en 2004. « Si le Burkina avait adopté le coton OGM, il aurait produit 2 millions de tonnes en 2003 au lieu des 500.000 tonnes », a estimé Salif Diallo, ministre de l'Agriculture. « Le marché mondial de coton est occupé pour plus de la moitié par le coton OGM (...) l'Afrique ne doit pas attendre d'être le bon dernier », déclare M. Diallo.

Les effets potentiellement bénéfiques du coton BT pour les agriculteurs en Afrique de l'ouest sont pourtant contestés par plusieurs sources. Dans un rapport publié par l'ONG GRAIN, intitulé « Le coton génétiquement modifié prêt à envahir l'Afrique de l'ouest : il est temps d'agir ! », il est établi que le coton BT ne réduira pas le recours aux pesticides de manière significative ni n'apportera d'avantages économiques aux agriculteurs de la région. Les cultivateurs locaux de coton, les scientifiques et les ONG consultés pour l'étude disent qu'il serait bien plus efficace pour les institutions publiques de se préoccuper de soutenir les programmes de réduction des pesticides qui ont déjà prouvé leur efficacité et qui ne dépendent pas des technologies étrangères. L'étude menée par GRAIN renforce une autre recherche sur le coton BT menée en Inde intitulée « Le coton BT a-t-il encore échoué en Andhra Pradesh en 2003-2004 ? ». Ce rapport établit que le coton BT augmentait les rendements de manière insignifiante, ce qui n'a pas eu d'incidence sur les profits des agriculteurs cultivant du coton BT qui ont baissé de 9%. Cela contredit directement les données tirées d'une étude menée par AC Nielsen pour Monsanto, qui déclare que les profits des agriculteurs avaient augmenté de 92%.

La société civile tire sur la sonnette d'alarme

Un collectif d'organisations de la société civile burkinabé a jugé que les OGM constituent « un danger » pour l'Afrique et a demandé un « moratoire de 5 ans » avant leur introduction au Burkina Faso. « Devant l'ampleur du danger que représentent les OGM pour notre santé, nos terres et la vie des générations à venir et le risque à très brève échéance de mettre notre production sous dépendance, nous sommes plus qu'interpellés et personnes ne peut rester indifférent aux conséquences qui ne seront pas sélectives », ont averti une dizaine d'associations dans un communiqué conjoint.

Pour les organisations burkinabé de défense de l'écologie du tiers-monde et les associations de femmes, signataires du texte, « il ne doit pas être permis que pour quelques intérêts immédiats de certains, on hypothèque la santé des hommes, des animaux et des plantes ».

Sources : AFP